

PREFECTURE DES CÔTES-D'ARMOR

ARRETE
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur



DB

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
 - VU Le Titre I du livre V du Code de l'Environnement ;
 - VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 ;
 - VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
 - VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 modifié le 1^{er} juillet 1999 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) gibiers à plumes soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 de la nomenclature ;
 - VU l'arrêté préfectoral du 1er juillet 1996 portant approbation et mise en oeuvre des programmes de résorption d'excédents d'azote d'origine organique ;
 - VU l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2001 établissant le deuxième programme d'action à mettre en oeuvre en vue de la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole ;
 - VU l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1990 autorisant Mme Edmonde DAUPHIN à exploiter à CAOUENNEC-LANVEZEAC au lieu-dit « Park Nevez » (section A1 n° 50, 548, 550 et 554) d'un élevage avicole de 24 580 dindes de chair (soit 73 740 animaux-équivalents) ;
 - VU la demande présentée par Mme Edmonde DAUPHIN demeurant au Bourg de CAOUENNEC-LANVEZEAC en vue de la régularisation de la situation administrative du changement de production de l'élevage susnommé à CAOUENNEC-LANVEZEAC au lieu-dit « Park Nevez » (section A1 n° 50, 51, 548, 550, 552, 554) qui comprend actuellement 68 200 poulets de chair (soit 68 200 animaux-équivalents) ainsi que la mise au norme de la gestion des déjections de cet élevage exploité à CAOUENNEC-LANVEZEAC au lieu-dit « Park Nevez », installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation et la création à cette adresse d'une unité de fabrication d'engrais et de supports de culture ;
 - VU les plans et documents annexés à cette demande ;
 - VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
 - VU les délibérations des conseils municipaux de PENVENAN (19 décembre 2001), PLOUBEZRE (30 novembre 2001), BRELIDY (25 octobre 2001), LANGOAT (10 décembre 2001), QUEMPERVEN (22 novembre 2001), ST LAURENT (16 novembre 2001), CAOUENNEC-LANVEZEAC (9 novembre 2001), CAVAN (23 novembre 2001), COATREVEN (12 novembre 2001), LANMERIN (30 novembre 2001), LANNION (17 décembre 2001), LEZARDRIEUX (9 novembre 2001), PLEUBIAN (19 octobre 2001) ;
 - VU les avis des services consultés lors de la procédure installation classée ;
 - VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 14 mars 2002 ;
 - VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène le 7 juin 2002 ;
- CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif pour l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne seront pas supérieurs aux besoins des plantes ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976.
CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés au Code de l'Environnement ;
VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- ARRETE -

ARTICLE 1er -

a) Mme Edmonde DAUPHIN est autorisée à poursuivre l'exploitation à CAOUENNEC-LANVEZEAC au lieu-dit « Park Nevez » (section A1 n° 50, 51, 548, 550, 552, 554), conformément aux plans annexés à la demande, d'un élevage avicole de 68 200 poulets de chair (soit 68 200 animaux-équivalents).

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions réglementaires et de celles définies ci-après.

b) Il est donné acte à Mme Edmonde DAUPHIN de sa déclaration par laquelle elle fait connaître qu'elle va exploiter à CAOUENNEC-LANVEZEAC au lieu-dit « Park Nevez » une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de 446 tonnes par an (fumier –engrais organiques Norme NFU 42001).

Pour l'exploitation de cette fabrique d'engrais et supports de culture, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 2170-2 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions réglementaires ainsi que celle définies ci-après.

ARTICLE 2 -

Prescriptions particulières concernant l'élevage avicole :

l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

Aménagement des bâtiments :

La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 3 300 m².

Toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectés et traités. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

Prescriptions générales de sécurité :

les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique) ; de plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

ARTICLE 3 -

Prescriptions particulières concernant la fabrique d'engrais et de support de culture : (rubrique n° 2170-2) :

Aménagement et fonctionnement des installations :

Généralités :

La fabrication des produits (fumier) sera réalisée par maturation du fumier dans un hangar aménagé d'une surface de 200 m² permettant un stockage de 6 mois et offrant un accès aux engins et véhicules nécessaires à l'enlèvement:

Destination des produits :

Les produits obtenus ne pourront en aucun cas être épandus dans des cantons où la charge moyenne en azote organique est supérieure à 140 kg d'azote par hectare. Cette exclusion concerne notamment les cantons en excédent structurel.

Traçabilité des produits :

En remplacement du registre prévu à l'article 2.4 de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2000 visé ci-dessus, le pétitionnaire tiendra à jour un registre de la destination des engrais et supports de cultures produits comportant au minimum pour chaque enlèvement les informations suivantes :

- Date d'enlèvement du site,
- Nom, adresse et coordonnées du destinataire final,
- Nature,
- Nom du transporteur,
- Quantité en tonnes et en m³,

A la fin de chaque année civile, le pétitionnaire transmettra au service des installations classées un bilan annuel, comportant :

- Les informations définies ci-dessus,

- Les originaux des bons d'enlèvement,
- Un état des stocks au 31 décembre.

Compte tenu de l'existence d'un contrat de commercialisation des produits par un tiers (LA COOPERATIVE DU GOUessant), certaines informations demandées ci-dessus (destinataire final notamment) pourront être transmises directement par le dit tiers) à l'inspecteur des installations classées. De plus si ce contrat de commercialisation n'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, le pétitionnaire devra soit fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation de l'élevage.

Délais de mise en service – Dysfonctionnement :

Le hangar de 400 m² devra être construit dans un délai de 6 mois à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 4 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 5 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 6 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 7 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de CAOUENNEC-LANVEZEAC pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de Mme Edmonde DAUPHIN.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de Mme Edmonde DAUPHIN dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 8 -

Le présent arrêté abroge et remplace celui délivré le 22 octobre 1990.

ARTICLE 9 -

"Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 10 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de LANNION
Le Maire de CAOUENNEC-LANVEZEAC
L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à Mme Edmonde DAUPHIN pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de PENVENAN, PLOUBEZRE, BRELIDY, LANGOAT, QUEMPERVEN, ST LAURENT, CAVAN, COATREVEN, LANMERIN, LANNION, LEZARDRIEUX, PLEUBIAN, PLOUGRESCANT, PRAT, ROSPEZ, TONQUEDEC, pour information.

SAINT-BRIEUC, le 8 JUL. 2002

LE PREFET,



Marie-Françoise HAYE-GUILAUD

